

Déclaration de solidarité en faveur des peuples autochtones Maasaï de Loliondo et de la zone de conservation de Ngorongoro en Tanzanie

14 Octobre 2022, Nairobi, Kenya

Nous, les organisations représentant les paysans, les petits exploitants agricoles, les femmes et les jeunes, les peuples autochtones, les pêcheurs, les éleveurs qui luttent pour la souveraineté alimentaire, ainsi que nos alliés, ONGs, organisations religieuses, organisations de défense des droits humains et chercheurs, souhaitons exprimer notre solidarité avec la lutte des communautés masaiï vivant à Loliondo et dans la zone de conservation de Ngorongoro en Tanzanie. Environ 160 000 autochtones Maasaï sont actuellement affectés par la décision unilatérale du gouvernement tanzanien de les expulser par la force de leurs terres ancestrales.

Les populations autochtones Maasaï ont préservé leur environnement et vécu en coexistence avec la faune sauvage dans ces zones pendant des siècles. Aujourd'hui, le gouvernement tanzanien affirme qu'ils constituent une menace pour l'environnement et que la seule façon de le protéger est de les expulser de leurs terres ancestrales. Selon nous, le gouvernement utilise la conservation comme prétexte pour promouvoir le tourisme d'élite et la chasse commerciale, des activités qui ont en réalité un impact très négatif sur l'environnement. À Loliondo et à Sale, les populations ont été expulsées de force d'une zone de 1 500 km², tandis qu'à Ngorongoro, le gouvernement s'empare actuellement de 8 292 km² de terres. Cela se fait notamment par le biais d'un programme de relocalisation "volontaire" qui, selon les communautés, n'est pas volontaire puisqu'il a été élaboré sans aucune consultation ni engagement.

Nous sommes très préoccupés par la récente décision du gouvernement tanzanien de mettre fin aux services sociaux à Ngorongoro, notamment en faisant pression sur l'Église catholique pour qu'elle réduise ses services de santé d'urgence, de maternité et de soins aux enfants. Cela affectera gravement les groupes les plus vulnérables : les femmes enceintes et les mères avec leurs jeunes enfants. À notre avis, ces mesures du gouvernement tanzanien sont délibérément conçues pour forcer les gens à quitter la région de Ngorongoro, car la vie deviendra insupportable sans services essentiels tels que les soins de santé.

Le soi-disant programme de relocalisation volontaire et l'arrêt des services sociaux équivaut à un déplacement forcé des peuples indigènes Maasaï de leurs terres ancestrales et menace leurs vies, leurs cultures et les nombreux avantages qu'ils ont apportés à leur environnement, y compris la conservation de la faune sauvage. Nous sommes également préoccupés par le fait que le gouvernement tanzanien envisage de modifier les lois qui autorisent les communautés masaiï à résider dans la zone de conservation de Ngorongoro, légalisant ainsi les expulsions forcées.

À Loliondo, le gouvernement tanzanien s'est déjà emparé de terres villageoises à des fins de soi-disant conservation et les a délimitées sans l'engagement des communautés. Il s'agit d'une violation des lois et politiques foncières du pays. Le gouvernement tanzanien a arrêté des membres de la communauté Maasaï et leurs dirigeants afin de les réduire au silence et d'empêcher toute résistance. Il a également saisi du bétail.

Les Maasai, leur bétail et la faune sauvage peuvent coexister. Il est possible de trouver des solutions à cette crise en s'appuyant sur les connaissances et pratiques traditionnelles des Maasai. Nous demandons instamment au gouvernement tanzanien de mettre fin aux expulsions forcées et d'entamer des consultations avec les Maasaï conformément aux obligations internationales en

matière de droits humains et aux lois nationales qui stipulent que les décisions ayant un impact sur les communautés Maasaï doivent être prises avec leur participation, leur consultation et leur consentement préalable libre et éclairé.

African Biodiversity Network (ABN)
African Centre for Biodiversity (ACB)
Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN, Brussels)
Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA)
Association Ouest Africaine pour le Développement de la Pêche Artisanale (ADEPA)
Biodiversity and Biosafety Coalition of Kenya (BIBA)
CIDSE (Coopération internationale pour le Développement et la Solidarité)
Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africaine (COPAGEN)
Comité Ouest Africain de Semences Paysannes (COASP)
Community Alliance for Global Justice (CAGJ)
Comparing and Supporting Endogenous Development (COMPAS Africa)
Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire (COFERSA, Mali)
Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée (Guinea Conakry)
Dreikönigsaktion Hilfswerk der Katholischen Jungschar (Austria)
Eastern and Southern Africa Pastoralist Network (ESAPN)
Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF)
Faith & Justice Network of the Mano River Basin (FJN)
Farm-Saved Seeds Network (FASSNET)
Fédération Agroécologique du Bénin (FAEB)
Fellowship of Christian Councils and Churches in West Africa (FECCIWA)
FIAN International
Friends of the Earth Africa (FoEA)
Groundswell West Africa (GWA)
Health of Mother Earth Foundation (HOMEF)
Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee (IPACC)
Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES-Formation)
Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement (CICODEV Africa)
Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE International)
Kenyan Peasants' League (KPL)
Koordinierungsstelle der österreichischen Bischofskonferenz (KOO)
La Via Campesina SEAfrica
Misereor (German Catholic Bishops' Organisation for Development Cooperation)
Nous Sommes la Solution
Participatory Ecological Land Use Management (PELUM) Association
Plate-forme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC)
Regional Schools and Colleges Permaculture Programme (ReSCOPE)
Réseau Africain pour le Droit à l'Alimentation (RAPDA –Togo)
Rural Women's Assembly (RWA)

Southern African Faith Communities' Environment Institute (SAFCEI)

Union Africaine des Consommateurs (UAC)

Welthaus Diözese Graz-Seckau (Austria)

World Neighbors

Zambia Alliance for Agroecology and Biodiversity (ZAAB)

Cette déclaration a été rédigée lors d'un échange international sur les droits des femmes aux terres communautaires réunissant des représentantes de la Coordination nationale des organisations paysannes de Guinée (CNOP-G, ROPPA, La Via Campesina), de la Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire au Mali (COFERSA), de la Ligue des paysans du Kenya (KPL, La Via Campesina), d'une délégation Maasai de 7 représentants de Ngorongoro et Loliondo et de chercheuses du Centre for Agroecology, Water and Resilience (CAWR, Coventry University, UK) and the Institute for Development Research (IDR, University of Natural Resources and Life Sciences, Vienna).